



VLADIMIR POUTINE RESTE UN PARTENAIRE DIFFICILE

Marie Mendras*

A trop vouloir manipuler les urnes, Vladimir Poutine a réveillé les esprits en Russie et, espérons-le, en Europe. Après les fraudes inouïes du scrutin du 4 décembre 2011, il n'est tout simplement plus possible de présenter la Russie poutinienne comme un pays bien gouverné, doté d'une société parfaitement docile et d'administrations aux ordres, conduit par un chef autoritaire et efficace vers la « modernisation » tant attendue.

L'ironie des dernières élections est qu'elles n'ont pas de signification institutionnelle - la Douma d'Etat restera largement impuissante- mais ouvrent une boîte de Pandore en révélant l'outrance des méthodes utilisées par le pouvoir en place.

C'est le vote populaire qui a terrassé le système communiste en 1989-1991, et c'est une élection grossièrement falsifiée qui ouvre une brèche dans le système Poutine. Il n'est jamais anodin de demander aux masses de devenir citoyens juste le temps d'une journée électorale.

Vladimir Poutine n'a pas obtenu la large majorité qu'il souhaitait à la Douma d'Etat. Il n'a pas gagné mais il n'a pas perdu : le parti dominant *Russie unie* aura 238 sièges sur 450, plus les 56 députés du parti du nationaliste Jirinovsky, LDPR (Parti Libéral Démocrate de Russie), qui est une annexe du Kremlin. Avec près de 300 sièges, Poutine ne craint pas de sérieuse fronde à la chambre basse du Parlement. De plus, les deux autres partis « institutionnels », autorisés à concourir et qui ont passé la barre des 7% de voix, voteront le plus souvent les projets de loi gouvernementaux, comme ils l'ont fait ces dernières années. Le parti communiste retrouve ses scores des années 1990, 20% en moyenne, et jusqu'à 30% dans certaines circonscriptions, résultats officiels sans doute en dessous de la réalité. Le parti *Russie juste* atteint officiellement 13% des voix et 64 sièges. Il avait été créé par le pouvoir poutinien pour « ouvrir le jeu » et créer un faux-semblant de pluralisme aux côtés du parti dominant.

Vladimir Poutine a subi un revers mais il ne fera pas amende honorable. Il a dit avec aplomb le 4 décembre que le résultat électoral était « optimal ». Il a probablement compris que la cuirasse a ses points de vulnérabilités mais n'admettra jamais publiquement qu'il ait pu être pris en défaut. S'il se braque, il tentera de régler des comptes et de verrouiller un peu plus les dossiers les plus sensibles. S'il décide de jouer astucieusement, il cooptera des personnalités extérieures au sérail et pourra même en associer quelques-unes à son futur gouvernement.

Quels que soient les choix tactiques, il est fort probable que la stratégie sera populiste à l'intérieur et intransigeante vis-à-vis des gouvernements étrangers. Poutine privilégiera les mesures sociales -augmentation des retraites et salaires, aides aux municipalités- aux dépens de réformes structurelles. Il resserrera les

réseaux autour de lui et maintiendra un discours nationaliste et hostile aux pays de l'OTAN. Les dérapages et les résultats électoraux décevants ne changent pas la nature du régime politique, autoritaire et clientéliste.

Ainsi, Poutine peut rétablir la situation, pour un temps, s'il poursuit sur la voie de la cooptation des élites, s'il rassure les classes populaires par un accroissement des « bénéfices sociaux » et s'il donne des gages aux classes moyennes sur leur sécurité économique et leur avenir, le tout enveloppé d'un discours « social-patriotique » et anti-mondialisation. Il dispose d'un puissant système de maintien de l'ordre et de renseignement qu'il a consolidé depuis douze ans. Les revenus toujours très élevés des exportations de matières premières lui assurent des ressources confortables et d'utiles leviers dans les négociations avec les partenaires étrangers. Poutine continuera sa politique d'influence et d'ingérence économique dans les anciens pays soviétiques qui sont aussi le voisinage de l'Union européenne. Il développera les liens avec la Chine et raidira ses positions sur l'Iran, la Syrie et tout dossier international qui offre à la Russie un rôle incontournable.

Il est temps pour les dirigeants européens de prendre la mesure du problème russe : un chef au Kremlin qui est porté vers la démesure, qui repousse les limites au point de fragiliser ses propres institutions et sa propre base ; un homme d'Etat qui refuse tout dialogue avec ses partenaires sur les questions fondamentales des modes de gouvernance, d'application du droit, de protection des populations, de respect des droits de l'Homme ; un gouvernement et des monopoles industriels qui privilégient leurs intérêts et leurs rentes aux dépens de l'Etat de droit et de la recherche de compétitivité.

Les gouvernements occidentaux ont une marge de manœuvre réduite dans leurs relations avec les autorités russes. Cependant, ils savent que le système Poutine a

ses fragilités et ils doivent miser sur le moyen terme. Ils auront plus de poids dans les négociations s'ils ne se censurent pas sur les questions de politique intérieure russe, qui sont devenues sans aucun doute les préoccupations premières du Kremlin.

***Marie Mendras, politologue CNRS au CERI-Sciences Po, auteur de *Russie. L'envers du pouvoir*, Odile Jacob, 2008.**